

Cote du document: EB 2016/LOT/G.3
Date: 12 août 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture pour le Renforcement des capacités nécessaires à la gestion axée sur les résultats et la reproduction à plus grande échelle des innovations dans les politiques publiques de lutte contre la pauvreté rurale dans la région du Nordeste au Brésil

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Paolo Silveri
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2409
courriel: p.silveri@ifad.org

Leonardo Bichara Rocha
Chargé d'appui au programme de pays
courriel: l.bichararocha@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don, telle qu'elle figure au paragraphe 27.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture pour le Renforcement des capacités nécessaires à la gestion axée sur les résultats et la reproduction à plus grande échelle des innovations dans les politiques publiques de lutte contre la pauvreté rurale dans la région du Nordeste au Brésil

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. En dépit de son statut de pays à revenu intermédiaire et des progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté, le Brésil compte toujours un grand nombre de pauvres et se caractérise par de grandes inégalités. Plus de 18 millions de personnes vivent toujours au-dessous du seuil de pauvreté et plus de 8 millions se trouvent dans une situation d'extrême pauvreté. Les régions Nord et Nordeste restent les plus pauvres, avec 5 millions des personnes en situation d'extrême pauvreté, dont 46% vivent en milieu rural. Les territoires où les taux d'extrême pauvreté rurale sont les plus élevés se trouvent principalement dans la région Nord-Est, en particulier les zones occidentales du Maranhão et la zone entre le Piauí Sud et la partie nord-ouest de Bahia. Le contexte économique défavorable en 2014 et 2015, qui devrait durer jusqu'en 2017, peut compliquer le maintien de la tendance positive à la réduction de la pauvreté et des inégalités.
2. Bien que le gouvernement fédéral soit le principal bailleur de fonds des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté rurale au Brésil, le FIDA a une présence de longue date dans des opérations dans les États semi-arides du Nord-Est, où se concentre la pauvreté rurale. Le FIDA a réalisé un certain nombre d'interventions couronnées de succès qui ont bien été accueillies par les États du Nordeste concernés (Bahia, Ceará, Paraíba, Piauí et Sergipe) et par le gouvernement fédéral (par l'intermédiaire des projets Dom Hélder Câmara I et II dans sept États du Nord-Est). Le groupe cible du FIDA comprend les familles sans terres et les exploitants familiaux disposant de ressources foncières limitées avec des sols souvent moins fertiles et situés loin des marchés les plus importants. L'accès limité à l'assistance technique et aux services financiers constitue un obstacle supplémentaire. Les populations traditionnelles (peuples autochtones, extractivistes¹ et d'origine africaine [ou quilombolas]) connaissent les taux de pauvreté les plus élevés, et les femmes et les jeunes sont les plus vulnérables.
3. Dans la région semi-aride du Nord-Est, où le FIDA a concentré ses opérations, bien que les exploitants familiaux pauvres soient en mesure de bénéficier de plusieurs programmes fédéraux, ils ont souvent des difficultés à y accéder en raison du manque d'informations, de procédures compliquées, d'une assistance technique insuffisante et des faibles capacités des administrations des municipalités et des États, y compris en ce qui concerne le suivi-évaluation (S&E).

¹ Les moyens de subsistance des groupes de populations brésiliennes reposent essentiellement sur l'utilisation des produits forestiers non ligneux (par exemple fruits, graines, fibres et autres parties de plantes).

4. Depuis trois ans, avec l'appui de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, le FIDA a financé le Programme de gestion des savoirs dans le nord-est semi-aride du Brésil (SEMEAR), mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Ce programme vise le renforcement des capacités et les échanges de savoirs entre agriculteurs au niveau local, ainsi que les échanges d'expériences réussies et des technologies qui ont amélioré leur capacité de résistance dans un environnement très dur (convivencia com o semiárido), que les six projets du FIDA en cours sont en train d'élaborer. Le programme a aussi appuyé la mise en place d'un Forum des Secrétaires d'État en charge de l'agriculture familiale dans les États du Nordeste et du Minas Gerais, qui est devenu une importante plateforme de concertation sur les politiques et d'échanges institutionnels tant au niveau régional que national.
5. Dans ce contexte, le programme financé par le don proposé, qui doit être mis en œuvre par l'IICA, mettra l'accent sur le renforcement des capacités en matière de S&E, ainsi que sur la gestion des savoirs et la concertation sur les politiques pour les administrations étatiques de la région Nordeste qui s'occupent de la conception et de la mise en œuvre des programmes et politiques de développement rural.
6. Depuis la mi-2011, le FIDA travaille avec l'IICA en sa qualité d'organisme d'exécution de l'initiative SEMEAR. La poursuite du rôle d'organisme d'exécution de l'IICA présente les avantages suivants: i) l'expérience positive de la coopération passée et présente entre le FIDA et l'IICA au Brésil; ii) l'expérience et les réseaux de l'IICA avec les administrations étatiques et fédérales dans les activités de gestion des savoirs et de concertation sur les politiques liées à l'agriculture; iii) la présence physique de l'IICA et sa coopération active dans les pays de la région LAC; et iv) sa flexibilité et son agilité avérées dans l'appui à la gestion et l'exécution de projets.
7. La nécessité et la pertinence de la mise en œuvre d'un programme transversal pour compléter les projets appuyés par des opérations de prêt sont clairement indiquées comme une orientation stratégique du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour 2016-2021 approuvé récemment, dans lequel la stratégie de pays répond aux recommandations formulées à la fois dans l'ARRI 2015 et dans l'EPP pour renforcer les systèmes de S&E et améliorer les activités hors prêts, telles que la gestion des savoirs, la coopération Sud-Sud (CSS) et la coopération des organismes ayant leur siège à Rome. Cette orientation s'appuie également sur les éléments suivants: i) l'impact positif du programme SEMEAR, qui se terminera à la fin de 2016, dans la diffusion des meilleures pratiques de développement rural par le biais de la gestion des savoirs dans la région semi-aride du Nord-Est; ii) la nécessité pour le programme de pays du FIDA de bénéficier d'un renforcement opérationnel pour le S&E, compte tenu de la complexité de son champ d'action, de la nette croissance de son portefeuille et de son expansion dans de nouvelles régions du Nord-Est; iii) la nécessité de partager l'expérience du FIDA et d'autres organisations au Brésil et au-delà pour la reproduction à plus grande échelle des innovations réussies dans la lutte contre la pauvreté rurale; et iv) la possibilité de tirer parti de l'expérience des projets du FIDA en matière de concertation sur les politiques publiques et de CSS dans un grand pays à revenu intermédiaire, qui donne la priorité à ces deux domaines, en particulier la participation à l'élaboration des politiques avec l'agriculture familiale et la CSS avec l'Afrique.
8. Le nouveau programme apportera aussi une contribution importante au renforcement et à l'amélioration de la qualité des interventions du FIDA au Brésil. Les projets du FIDA constitueront la principale source d'intrants pour le nouveau programme et seront ses principaux bénéficiaires, ainsi que les États concernés, où seront renforcées des capacités concrètes et durables pour favoriser une culture de la gestion axée sur les résultats également dans les investissements publics, dans le but de créer des biens publics durables.

9. Des synergies sont également prévues avec le Centro de Investigación y Docencia Económicas (CIDE) au Mexique, dans le cadre d'un don mondial et régional du FIDA visant à promouvoir un cadre de certification mondiale pour le S&E dans le développement rural. Le CIDE mettra en œuvre ce don sous l'égide de l'initiative des Centres de formation sur l'évaluation et les résultats (CLEAR).
10. Les délais d'exécution prévus coïncideront avec la première moitié de la période de mise en œuvre du COSOP pour le Brésil, quand huit projets financés grâce à des prêts seront en cours d'exécution dans la région Nordeste du pays en 2017: six déjà en opération et deux en cours de conception.
11. Le nouveau programme sera mis en œuvre dans l'un des domaines thématiques prioritaires pour les dons en 2016: l'amélioration de la mesure des résultats grâce à des systèmes de S&E plus développés. Ce domaine s'inscrit dans le droit fil du plan à moyen terme pour 2016-2018 du groupe thématique III: mieux mesurer les résultats grâce à de meilleurs systèmes de S&E, appuyer les initiatives d'évaluation de l'impact, combler les lacunes en matière de données et renforcer les capacités nationales/régionales dans la collecte et la gestion de données améliorées sur les questions pertinentes du point de vue du mandat du FIDA.
12. En outre, il est clair que deux des trois composantes (gestion des savoirs et communication sur les innovations réussies dans les zones semi-arides, et concertation sur les politiques publiques en vue d'une reproduction à plus grande échelle des innovations identifiées) contribuent directement à la réalisation des objectifs énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025: i) renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; ii) accroître leur participation au marché; et iii) renforcer la viabilité environnementale et la résilience au changement climatique de leurs activités économiques.

II. Le programme proposé

13. L'objectif global de cette initiative est de renforcer l'impact et l'efficacité des programmes et politiques de lutte contre la pauvreté rurale dans le Nordeste du Brésil. Gérée par les autorités brésiliennes, notamment par le biais de projets financés par le FIDA, elle renforcera les capacités institutionnelles des divers organismes publics en matière de suivi-évaluation des résultats.
14. Le programme se déroulera sur trois ans et comprendra les composantes suivantes: composante 1 – création et renforcement d'un système de S&E intégré à l'échelle nationale; composante 2 – gestion des savoirs et communication; et composante 3 – concertation sur les politiques publiques et CSS.
15. Le programme sera axé sur les interventions du FIDA dans les zones rurales les plus pauvres du nord-est du Brésil. Le groupe cible se compose de 17 800 personnes, parmi lesquelles: 2 400 exploitants familiaux; 200 techniciens; 100 responsables de gestion publique; 100 chercheurs et universitaires, qui seront les bénéficiaires directs; à quoi il faut ajouter 15 000 exploitants familiaux, techniciens, et responsables de gestion publique par le biais de la composante CSS qui auraient accès aux produits du nouveau programme sous forme numérique.

III. Effets/produits escomptés

16. On attend de ce programme les effets suivants: i) laisser en héritage un système de S&E unique commun pour tous les projets du FIDA dans le pays; ii) générer des biens publics durables en associant les autorités étatiques dans le développement de leurs propres systèmes de S&E et contribuer au renforcement des capacités des équipes techniques pour mener à bien les activités de S&E pour les instruments de politique publique s'adressant aux exploitants familiaux – et parmi eux pour auto-évaluation; iii) diffuser des informations de qualité auprès des exploitants familiaux dans les États concernés sur les exemples de réussite développés avec l'appui des projets du FIDA et d'autres instruments de politique publique; iv) faciliter la concertation sur les politiques publiques entre les autorités étatiques, le

gouvernement fédéral, les directeurs de projet FIDA, les organisations d'exploitants familiaux et les organisations de la société civile; et v) recenser et favoriser les possibilités d'échange efficace de savoirs entre les exploitants familiaux au Brésil avec leurs pairs de la région LAC et en Afrique, et entre les directeurs de projets et les décideurs dans la région MERCOSUR² et au-delà.

IV. Modalités d'exécution

17. L'axe principal du travail réalisé par le programme SEMEAR a été la gestion des savoirs et la communication. Si le nouveau programme assurera la continuité de ce travail, il élargira également son champ d'action: en amont, en renforçant les capacités de S&E des États en matière de collecte et d'analyse des données des projets de développement rural; et en aval, en mettant à profit les produits du savoir dans le cadre de la concertation sur les politiques et de la CSS. Ainsi, il garantira que la collecte des données sur les produits et les résultats des projets soient traitées pour déterminer quelles sont les expériences réussies, pour la diffusion, la transposition et la reproduction à plus grande échelle.
18. Concernant les examens d'évaluation de l'impact et le système de S&E qui sera développé au titre de la composante 2, le programme collaborera avec le Centre international de politiques pour une croissance inclusive du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD/IPC). Pour la composante gestion des savoirs, le programme élaborera une méthodologie appropriée avec l'appui d'une institution spécialisée, le Centro Dom Jose Brandao de Castro. Pour la composante 3, la plateforme principale de ce programme sera le Forum des Secrétaires d'État en charge de l'agriculture familiale dans les États du Nordeste et du Minas Gerais, qui servira de pôle régional pour élaborer les politiques publiques en utilisant les produits issus des activités de S&E et de gestion des savoirs du programme. Enfin, au moins quatre des partenaires potentiels ont été choisis pour divers types de CSS au-delà du Brésil ou de la région LAC, en fonction du contenu, des modalités, du public et de la couverture géographique: Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR), le FIDA-MERCOSUR, le Ministère britannique du développement international (DFID) et le Programme alimentaire mondial (PAM).
19. Le programme sera guidé par un comité de pilotage et géré par l'IICA à travers une Unité de gestion du projet (UGP), dont le coordonnateur sera sélectionné à l'issue d'un processus concurrentiel.
20. Le programme sera mis en œuvre conformément aux plans d'opérations annuels établis par l'UGP et que le FIDA devra approuver avant de préparer des demandes de décaissement pour chaque année durant toute la durée du don.
21. En sa qualité de bénéficiaire du don, l'IICA sera responsable de la passation de marché et de la gestion financière d'ensemble des fonds du don.
22. L'IICA recevra les fonds du don du FIDA, sur la base d'avances pouvant représenter jusqu'à 75% du plan de travail annuel approuvé. D'autres avances seront mises à disposition sur présentation d'états de dépenses justifiant au moins 75% de l'avance précédente (et 100% de tous les versements antérieurs).
23. Il n'y a aucune déviation par rapport aux procédures standard de déclaration d'informations financières et d'audits.
24. Le nouveau programme sera supervisé directement par le FIDA. Le bureau de pays du Brésil jouera un rôle clé dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées par les missions de supervision.

² Marché commun du Sud (MERCOSUR).

V. Coût et financement indicatifs du programme

25. Le programme sera financé par le FIDA dans le cadre d'un don de 2 500 000 USD et par des contributions dans le pays d'un montant d'environ 1 000 000 d'USD. La contribution de l'IICA sera de 100 000 USD en nature. Le programme sera complété par un cofinancement et/ou des contributions en nature des autorités des États du Nord-Est, pour assurer l'appropriation locale et la viabilité financière pour le renforcement des capacités de S&E dans les administrations locales. Des complémentarités, y compris un partage des coûts ou un cofinancement, seront recherchées avec des programmes partenaires, tels que PROCASUR et le FIDA-MERCOSUR, et avec d'autres organismes de développement avec des projets, modes opératoires ou priorités de développement similaires, comme la Banque mondiale, le DFID ou le PAM, afin de créer des synergies dans les activités d'échange de savoirs et de CSS.
26. Les détails du programme par source de financement et activité figurent au tableau 1.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Création et renforcement d'un système de S&E intégré à l'échelle nationale	286	60	346
2. Gestion des savoirs et communication	944	300	1 244
3. Concertation sur les politiques publiques et CSS	776	620	1 396
4. Gestion de programme	494	-	494
Total	2 500	980	3 480

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Traitements et indemnités	342	100	442
2. Services de consultation	450	100	550
3. Frais de voyage et indemnités	382	100	482
4. Biens, services et intrants	400	160	560
5. Formation et renforcement des capacités	693	400	1 093
6. Ateliers	48	120	168
Sous-total	2 315	980	3 295
7. Frais généraux/commissions de gestion	185	-	185
Total	2 500	980	3 480

VI. Recommandation

27. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Renforcement des capacités nécessaires à la gestion axée sur les résultats et la reproduction à plus grande échelle des innovations dans les politiques publiques de lutte contre la pauvreté rurale dans la région du Nordeste au Brésil, accordera un don de deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 d'USD) à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture à l'appui de ce programme de 36 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Reduce rural poverty among families benefiting from IFAD projects in Brazil and the Southern Cone.	<ul style="list-style-type: none"> - Increase in productive capital of families benefiting from IFAD-supported projects - Improvement in incomes of families benefiting from IFAD-supported projects 	<ul style="list-style-type: none"> - M&E system for IFAD projects - RIMS reports for IFAD projects - Impact assessment studies 	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1) Design and strengthen systems to monitor and evaluate results and impact 2) Build capacities within state governments and social organizations for M&E, knowledge management, and implementation and formulation of policies to combat rural poverty 3) Share, within Brazil and with other countries, knowledge of innovative practices in family farming under semi-arid conditions 4) Promote policy dialogue within Brazil and with other countries with a view to scaling up 	<ul style="list-style-type: none"> - 2,400 family farmers living in poverty participate in at least one programme activity, with a minimum of 50% women, 30% young people and 30% from Quilombola or indigenous communities - 200 technicians from IFAD projects in Brazil and technical teams from governments trained in M&E and knowledge management under the new programme - 100 public managers and authorities participate regularly in activities under component 3 - 100 researchers and university staff participate in at least one activity under the new programme - 15,000 family farmers, technicians, public managers and authorities are involved in South-South Cooperation and accessing new programme products digitally 	<ul style="list-style-type: none"> - Activity reports for the new programme - M&E system for IFAD projects - Activity reports for IFAD projects - RIMS report - Study and evaluation reports - State M&E information systems - Activity reports of partner organizations 	<p>The institutional, financial and political environment allows for project implementation, public policy debate and the sharing and scaling up of knowledge produced</p> <p>Major public policies implemented in Brazil to combat rural poverty remain in place</p>
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1) Single M&E system for all IFAD projects up and running 2) Technical capacities of states strengthened in M&E 3) Best practices, innovations and information on public policies are disseminated to family farmers 4) Public policy dialogue takes place between the authorities, IFAD projects and organizations of beneficiaries and civil society 	<ul style="list-style-type: none"> - A shared system for all IFAD projects allows for physical and financial monitoring and evaluation of results and impact - State teams in at least six states have strengthened capacities and access to the M&E system for IFAD projects - State monitoring systems in at least six states include data originating in IFAD projects 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports on exchanges and learning routes - Letters produced at Forums of Secretaries - Monthly performance reports on website and social media 	<ul style="list-style-type: none"> - Counterpart resources allow for implementation of IFAD projects - Continuity exists in project implementation despite turnover in teams and public managers - Performance by IFAD projects meets projections and enables innovations and best practices to be identified - Organizations of beneficiaries and civil society are interested and

Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>5) Exchanges take place between Brazilian farmers and IFAD project leaders with their peers in Latin America and Africa</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 30 information leaflets and 30 videos on best practices are produced during the programme - 12 participatory self-assessments are produced during the programme on cases under IFAD projects, involving beneficiaries in the same proportion of women, young people and traditional communities - 12 systematizations are developed during the programme on successful cases of IFAD and non-IFAD intervention in the Northeast of Brazil - 6 impact studies are done during the programme on quality of life and increases in incomes following IFAD interventions in the Northeast of Brazil - At least 9 meetings of the Forum of Secretaries of Family Farming in the Northeast and Minas Gerais take place - Organizations of beneficiaries and civil society participate in at least 3 meetings of the Forum of Secretaries - At least one learning route in Brazil and one in another country of MERCOSUR or LAC takes place each year 		<p>available to take part in the new programme</p> <ul style="list-style-type: none"> - The entities expressing interest are able to contribute to the new programme